



**Ambassade de France en Suède**  
**Service économique régional de Stockholm**

## Situation économique et financière de la Suède

### Résumé :

Petit pays prospère, la Suède affichait un PIB / habitant de l'ordre de 45 894 euros en 2019 pour un PIB de 470 Mds € (2019<sup>1</sup>), faisant de cette monarchie constitutionnelle l'un des pays les plus riches du monde.

Au cours des six dernières années, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté à un rythme proche de 3% en moyenne (source OCDE), malgré un ralentissement notable en 2019. La Suède dispose en effet d'un appareil industriel productif ancien, mais compétitif, autour de matières premières naturelles (fer, cuivre, bois) et d'un secteur très dynamique plus récent autour des nouvelles technologies de l'information et de la communication, du numérique, des sciences de la vie.

Avant la crise de la Covid-19, l'économie suédoise fonctionnait presque à plein régime, tirée par les exportations, la consommation et les investissements. Ses exportations, - qui comptent pour 45% de son PIB - sont soutenues par une couronne dévaluée, qui a pour particularité de flotter librement face à l'euro participant activement à l'économie.

Si la récession de 2020 sera probablement moins forte que dans la plupart des autres pays européens (les prévisions du gouvernement de décembre évaluent le recul de PIB à -2,9 % du PIB, la consommation privée a toutefois nettement reculé et ne devrait se redresser que lentement. Tant les perturbations des chaînes d'approvisionnement que l'effondrement de la demande ont entraîné des interruptions d'activité dans l'industrie. Mais surtout l'épidémie de Corona a révélé certaines faiblesses inhérentes à l'économie suédoise : parmi elles sa dépendance à la conjoncture internationale, les tensions sur le marché immobilier et le taux d'endettement des ménages.

L'économie suédoise, globalement florissante, est néanmoins marquée un ralentissement des indicateurs de croissance et par les limites de sa politique monétaire

[La Suède se caractérise par une économie dynamique et résiliente, malgré une croissance de 1,2% seulement en 2019.](#) Impactée par les crises de la dernière décennie (chute du PIB de 4,3% en 2009 et de 0,6% en 2012), la Suède a fait preuve d'une particulière résilience avec des rebonds plus rapides et plus forts que la moyenne européenne. Ses exportations, en hausse et soutenues par une monnaie sous-évaluée, représentent 45% de son PIB . La création d'emplois ayant suivi la crise des dettes souveraines a permis de réduire le chômage à 6,2% en 2018, bien que ce taux ne soit pas représentatif d'une réalité

---

<sup>1</sup> [Suède - OCDE Data \(oecd.org\)](#)

hétérogène marquée par un niveau de chômage élevé pour les travailleurs nés à l'étranger ou les salariés peu qualifiés.

On observe cependant une tendance à la baisse des indicateurs de croissance depuis près de 20 ans, qui s'explique par une demande domestique en baisse et par un ralentissement de la croissance mondiale, ainsi qu'un épuisement des marges de manœuvre monétaires. L'assainissement de ses finances publiques depuis le début du millénaire a permis à la Suède de **réduire sa dette maastrichtienne à 35,2% du PIB et de dégager un excédent public de 0,3% en 2019**, dans un contexte européen tendant plutôt au non-respect des critères de convergence budgétaire. **La politique monétaire expansionniste menée depuis plus de 5 ans arrive toutefois à ses limites.** Longtemps orthodoxe par peur d'une surchauffe immobilière, la banque centrale suédoise (*Riksbank*) a opéré à partir de 2015 une politique expansionniste avec un taux directeur (REPO) négatif, allant jusqu'à -0,5 de février 2016 à janvier 2019. Echouant à atteindre son objectif d'inflation « proche de 2% » (inflation CPIF de 1,5% de 2016 à 2018 et de 1,7% en 2019), la banque centrale a remonté son taux à 0% en janvier 2020 mais ses marges de manœuvre restent faibles.

Face à ces défis, la Suède opère une transition vers une économie à plus forte valeur ajoutée, tant dans son industrie traditionnelle que nouvelle

La Suède a réussi à opérer une montée en gamme de son industrie traditionnelle. Les secteurs traditionnels (papier/bois, métaux, véhicules, machines) continuent de représenter la moitié de la production industrielle suédoise. La valeur de production est en hausse pour l'ensemble de ces secteurs (+29% en glissement annuel 2018 pour les combustibles minéraux et dérivés, +12% pour les véhicules et dérivés, +11% pour le fer et l'acier) avec une position élevée dans les chaînes de valeur.

Grâce à une allocation efficace des ressources financières et à des politiques incitatives, la Suède a également su soutenir le développement de secteurs intensifs en innovation (IT, fintechs, startups). La taxation avantageuse du numérique, les incitations à la digitalisation, la garantie des infrastructures, l'orientation des fonds domestiques ont largement soutenu cette transition. La Suède est le pays d'origine de grands groupes de référence (Ericsson, Astra Zeneca, IKEA...). Globalement, les grandes entreprises (+250 employés) représentent 0,1% des entreprises suédoises en nombre mais contribuent à 39% de la valeur ajoutée, à 34,5% de l'emploi dans le secteur des affaires, et soutiennent activement les exportations. Malgré un système de financement favorisant les entreprises déjà mûres, la Suède est par ailleurs la deuxième productrice mondiale de licornes par habitant (Klarna, Spotify, King...).

La crise du coronavirus a eu un impact hétérogène sur l'économie et accentue les faiblesses préexistantes de la Suède

La stratégie atypique de la Suède face à la crise (pas de port de masque ni de confinement) conduit à un bilan sanitaire très dégradé par rapport aux pays nordiques mais à un impact économique mitigé : le PIB devrait chuter de 2,9% en 2020 selon le gouvernement (prévisions de décembre 2020), alors que les prévisions au sommet de la première vague tablaient sur une récession supérieure à 6%. Dans ses prévisions d'octobre, Eurostat plaçait la Suède parmi les pays les moins touchés par la crise avec une dette maastrichtienne passant de 35,9% du PIB au T1 2020 à 37,1% au T2 2020. En revanche, les dernières données font état d'une baisse des exportations de 7% depuis janvier, et de 10% pour les importations, témoignant de l'imbrication suédoise dans les chaînes d'approvisionnement et de production et de sa dépendance directe aux aléas internationaux (incertitudes liées au Brexit, tensions commerciales sino-américaines, etc.). Le chômage connaît une forte hausse et devrait dépasser pour la 1<sup>ère</sup> fois les 9% en 2021.

[Les conséquences économiques actuellement identifiées sont cependant très disparates et les mesures d'urgence n'ont que partiellement réussi à les minimiser.](#) Le secteur de l'hôtellerie/restauration a particulièrement souffert du fait de l'arrêt des flux touristiques et d'une contraction du budget des ménages, ainsi que le secteur aérien, dont les aides dépendaient du budget non-fléché des collectivités locales, également en charge de la santé. Les mesures d'urgence mises en place en 2020 sont chiffrées à plus de 22 Mds€ (environ 5% du PIB) et les garanties publiques/facilités de crédit à 97 Mds€ (20% du PIB), mais celles-ci n'ont été que partiellement utilisées du fait de leur complexité ou de leur manque d'attractivité.

[Le principal risque pesant sur l'économie suédoise réside aujourd'hui dans l'endettement élevé de ses ménages,](#) principalement à taux variable et renforcé par la politique de taux bas, ainsi que dans la fluctuation des prix du logement. Loin de freiner cette tendance, la crise a exacerbé la fragilité de l'économie suédoise : après une période inquiétante de baisse des prix de l'immobilier en début de crise, ceux-ci ont augmenté de manière spectaculaire à l'automne (+11% pour les maisons et 6% pour les appartements en octobre en glissement annuel), de même que les prêts aux ménages. Les conséquences de la crise en matière de licenciements et de chômage risquent de menacer leur solvabilité. Le risque bancaire reste lui modéré : les banques suédoises sont considérées comme bien capitalisées et affichent des ratios prudentiels rassurants, notamment en termes de fonds propres, bien qu'elles soient exposées au risque hypothécaire et plus récemment aux scandales de blanchiment d'argent dans les pays nordiques. Les nouvelles restrictions mises en place pour faire face à la deuxième vague augmentent cependant les incertitudes concernant la reprise et la stabilité financière (accès facilité aux crédits, prise de risque, solvabilité des ménages, hausse de la dette publique).

Les grands indicateurs économiques suédois

Indicateur	2019	2020 (prev.)
PIB	1,2	-4,6
Indice des prix à la consommation	1,8	0,3
A taux fixes - CPIF	1,7	0,3
<b>Critères de convergence de Maastricht</b>		
Solde des finances publiques	0,3	-5,5
Dette brute consolidée	35,2	42,6
<b>Autres indicateurs économiques</b>		
Taux de chômage	6,8	9,0
Taux d'emploi	68,3	66,6
Balance des échanges commerciaux *	1,6 Mds€	-
Balance des échanges de services *	56 M€	-
Taux directeur de la Banque centrale REPO **	0%	-
<b>Indicateurs sociaux ***</b>		
Taux de syndicalisation (16-64 ans, tous secteurs)	68%	-
<i>Taux de couverture des 683 conventions collectives</i>	<i>90%</i>	
Evolution des salaires réels (Norme = +6,5% d'avril 2017 à Mars 2020)	0,8% (2,5% dont 1,7% d'inflation)	-
Ecart salarial femmes-hommes <i>Après pondération standard</i>	9,9% <i>4,2%</i>	-

Sources :

Finansdepartementet Regeringskansliet

\* Statistics Sweden

\*\* Riksbank

\*\*\* Medlingsinstitutet